



## LE FOCUS

**DISPONIBLE EN  
REDIFFUSION !**

### Colloque des 5 ans du Club : un rassemblement engagé en faveur de la sobriété et du partage de l'eau

Vous avez été plus de 200 à participer à notre colloque « Sobriété et partage de l'eau : s'inspirer d'actions exemplaires pour relever ce défi collectif », organisé à l'occasion des 5 ans du Club des Bonnes Pratiques d'Économies d'Eau et de Tarification le 11 juin dernier !

Collectivités, entreprises, chercheurs, institutionnels et citoyens étaient rassemblés pour des échanges riches et pour remettre au cœur des discussions les enjeux de sobriété et de partage de l'eau dans un contexte de diminution des ressources disponibles.

Ce colloque fut l'occasion, via l'intervention de nombreux experts, de réfléchir à la réduction de la vulnérabilité des territoires face à un aléa sécheresse qui devient systémique.

En effet, il n'est plus possible de réagir à l'instant T, il faut à présent entreprendre des transformations structurelles et systémiques afin d'anticiper et de réduire la vulnérabilité des usages et des territoires. La mesure de l'efficacité des actions engagées ne doit pas être négligée, afin d'orienter les politiques publiques dans la bonne direction ainsi que de permettre des comparaisons plus fiables. Toutefois, la potentielle crainte que la création d'indicateurs communs, fondés sur la sobriété, soit compliquée ne doit pas servir de prétexte à l'inaction : certaines mesures sont « sans regret » et peuvent être mises en œuvre sans attendre. Enfin, toutes ces considérations doivent être analysées sans perdre de vue la soutenabilité économique du modèle financier des services publics d'eau et d'assainissement.

Retrouvez, en rediffusion, [sur notre site internet](#), l'entièreté des échanges de la journée !



Nous vous donnons rendez-vous en 2026 pour mettre en lumière de nouveaux projets d'économies d'eau remarquables lors de la 5e édition des Trophées d'Économies d'Eau !



## DU CÔTÉ DES INDUSTRIES

**Michelin a lancé le projet Hydraloop** sur son site de Blanzay (Saône-et-Loire) afin de réduire ses prélèvements en eau et garantir plusieurs jours d'autonomie en cas de sécheresse. Le dispositif s'appuie sur la récupération des eaux usées de l'usine et un bassin de rétention pouvant contenir jusqu'à 13 000 m<sup>3</sup>, servant à la fois pour les besoins industriels, les incendies et les fortes pluies (réservoir de stockage et tampon). Né de la sécheresse de 2020, le projet s'inscrit dans l'objectif du groupe Michelin de réduire ses prélèvements d'eau de 30 % en 2030 par rapport à 2019. Son coût s'élève à 4,7 millions d'euros, dont un million financé par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne. Michelin souhaite en faire un modèle reproductible, partagé avec les acteurs locaux pour encourager des démarches similaires.

Et ce n'est pas la seule action d'économies d'eau du secteur industriel mise en avant ! [Le dernier épisode de Temp'O publié sur la chaîne YouTube de l'Agence de l'eau Adour-Garonne](#) est composé de reportages portant sur les retours d'expériences concrets d'entreprises qui ont entrepris une démarche d'économie d'eau. Les invités partagent les leviers, les innovations et les pistes d'action permettant de réduire les consommations et sécuriser la production sur le bassin versant qui risque d'être le plus affecté par le changement climatique.

**APPEL A CANDIDATURE** : Le [programme Ressourc'Eau de la CCI Nantes Saint-Nazaire](#) propose un accompagnement dans la réduction des consommations d'eau au sein des entreprises et s'adresse aux entreprises des Pays de la Loire qui consomment entre 10 000 et 100 000 m<sup>3</sup> d'eau par an. Vous pouvez [candidater jusqu'au 15 juillet 2025](#) !



## ON EN PARLE DANS LA PRESSE

### [LA DROME, UN DEPARTEMENT MOTEUR DANS LA TRANSITION HYDRIQUE !]

Depuis [notre dernière LA](#), dans laquelle nous vous avons parlé du label « Ville sobre en eau » de la préfecture de la Drôme, nous avons pu constater que d'autres acteurs du département agissent ! Le Syndicat Mixte de la Rivière Drôme, à son tour, au travers d'un [article récent](#), met en lumière les tensions croissantes sur la ressource dû à la raréfaction de la ressource conjuguée à une hausse des besoins. Pour y répondre, plusieurs actions :

- Un [SAGE](#) qui vise à garantir un équilibre durable entre alimentation en eau potable, agriculture, tourisme, économie locale et préservation des écosystèmes ;
  - La sobriété : le [programme EcoDrôme](#) vise les collectivités, les professionnels et le grand public via l'installation de kits hydroéconomiques, l'accompagnement des hébergeurs touristiques, la chasse aux fuites sur les réseaux des collectivités, ou encore la sensibilisation des scolaires ;
- Une aide à l'évolution des pratiques agricoles, industrielles et d'urbanismes ;  
La recherche de nouvelles ressources pour sécuriser les besoins en eau potable.

Thierry Devimeux, préfet de la Drôme, rappelle l'urgence d'adapter notre gestion de l'eau afin de conserver l'eau des pluies hivernales intenses afin de pouvoir la mettre à disposition des usagers l'été : « Il faut absolument que nous arrivions à stocker l'eau », insiste-t-il sur [les ondes de France Bleu Drôme-Ardèche](#), sans omettre l'importance de l'hydrologie régénérative pour favoriser l'infiltration de l'eau dans les sols.



*Le Club rappelle que, bien que les retenues ne posent pas de problème en soi, fonder une stratégie d'adaptation principalement sur ce dispositif ne peut constituer une solution satisfaisante dans un contexte de changement climatique marqué par la probabilité de sécheresses pluriannuelles.*

[Un documentaire "Vallée de la Drôme - La voie de l'eau" disponible sur la chaîne YouTube Terres de relations](#), illustre ces enjeux à travers des portraits d'acteurs du territoire et des images de la rivière. Ce documentaire nous présente la vallée de la Drôme via un prisme géographique et hydrologique ainsi qu'un projet citoyen d'envergure : la Biovallée. Pour assurer la coopération de différentes populations autour de préoccupations communes, une des solutions proposées est la facilitation du lien et du dialogue dans les territoires. Dans cette logique de changement de regard, le [concours photo "Objectif Eau"](#) organisé par le Département permet une approche sensible et artistique pour changer les imaginaires que l'on associe à l'eau. Les clichés lauréats valorisent la diversité des usages, des paysages et des différents états de l'eau ainsi que son importance dans la structuration du territoire, renforçant le lien entre les habitants et leur environnement.

Enfin, afin de favoriser les économies d'eau, le [Département distribue gratuitement des dispositifs hydro-économiques aux particuliers](#) qui n'en sont pas équipés. Cette opération lancée en juillet dernier se terminera le **31 août 2025**.



La Drome n'est pas la seule, d'autres collectivités poursuivent activement leurs efforts pour encourager les économies d'eau. De nombreux territoires comme [La Communauté d'agglomération de l'Albigeois](#), [la ville de Mérignac](#), le [9<sup>ème</sup> arrondissement de Paris](#), ou encore [Lannion Trégor Communauté](#) (mousseurs, régulateurs, sacs WC) aux habitants. En parallèle, d'autres agissent sur l'exemplarité de leur structure en investissant comme la commune de Saint-Paul-de-Tartas (Haute-Loire) qui a dépensé plus de [5 millions d'euros pour rénover ses infrastructures de distribution d'eau](#), financés en partie par le département et l'État. Avec un rendement de réseau d'origine de seulement 40 %, la ville vise un rendement de 100 % à l'horizon 2027. Enfin, certains tablent sur la sensibilisation ! C'est comme ça qu'est né fin 2024, [le Parlement des jeunes pour l'eau](#), une instance qui permet à quarante jeunes de 16 à 27 ans de Rozérieulles (Moselle) de s'impliquer concrètement dans la gestion de l'eau. Depuis, ils se mobilisent en petits groupes sur le terrain pour porter la voix des jeunes générations concernées par les enjeux climatiques.



## Stratégie européenne pour la résilience sur l'eau

La Commission européenne a publié le 4 juin [une stratégie pour la résilience sur l'eau](#) visant une amélioration non contraignante de 10 % de l'efficacité de l'usage de l'eau d'ici 2030. Elle repose sur trois objectifs : restaurer le cycle de l'eau, construire une économie de l'eau compétitive, et garantir un accès universel à une eau propre et abordable. Cinq axes d'action sont identifiés : gouvernance et mise en œuvre ; financement, investissements et infrastructures ; numérisation ; recherche et innovation, industrie et compétences ; sécurité et anticipation.

Une méthodologie commune avec des critères de référence est attendue d'ici 2027. La priorité est donnée à la réduction de la demande, suivi de la réutilisation. À suivre ...



### [DOIT-ON CRAINDRE UNE SECHERESSE CET ETE ?]

Malgré un niveau global des nappes phréatiques plus favorable qu'en 2023, l'intense vague de chaleur de la fin du mois de juin fait craindre une sécheresse cet été. Selon [La Dépêche](#), les fortes chaleurs précoces de juin et la météo des mois de juillet et d'août risquent d'entraîner des restrictions inévitables, notamment pour l'irrigation agricole. La situation est d'autant plus préoccupante dans des zones déjà fragilisées comme les Pyrénées-Orientales, où un déficit pluviométrique massif, parfois supérieur à 70 %, combiné à des températures élevées entre 2022 et 2024 a provoqué un assèchement des sols et des cours d'eau ([Aquagir](#)).

Face à cette situation, [deux hydrologues interrogées par France Bleu](#) alertent sur la nécessité urgente de revoir nos usages de l'eau. Elles plaident en faveur d'une sobriété hydrique : pour elle, les solutions passent donc par le fait de moins produire, moins consommer d'eau, éviter le gaspillage, et utiliser moins d'énergie, pour laquelle la production consomme énormément d'eau.

Dans cette même perspective, [la nouvelle étude de France Stratégie](#) vient apporter un éclairage prospectif sur l'aggravation des tensions hydriques à l'horizon 2050 sur la France hexagonale. Concernant les besoins environnementaux, du fait du changement climatique, les écosystèmes pourraient subir à l'horizon 2050 des situations de stress chronique plusieurs années consécutives sur tout le territoire. S'agissant des usages humains, sans inflexion des tendances actuelles, 88 % du territoire hexagonal pourraient être en situation de tension modérée ou sévère en été en matière de prélèvements. Des restrictions d'usage de l'eau pour les activités agricoles, industrielles ou pour les particuliers seraient alors probables sur la quasi-totalité du territoire, comme en 2022.

Ces constats appellent à planifier dès aujourd'hui les transformations des pratiques qui permettront de limiter les pressions sur les écosystèmes et les conflits entre les différents usagers de l'eau.



### NEIGE ARTIFICIELLE ILLEGALE : LA CLUSAZ CONDAMNEE POUR PRELEVEMENT D'EAU NON-AUTORISE

La commune de La Clusaz (Haute-Savoie) a été condamnée à verser 130 000 euros d'amende pour avoir utilisé illégalement de l'eau prélevée dans une retenue non autorisée, à des fins de production de neige artificielle. Cette retenue, construite sans les autorisations nécessaires, a servi à alimenter illégalement le domaine skiable depuis 20 ans.

Bien que tardif, ce jugement reconnaît la gravité de l'infraction en période de tension hydrique croissante. Cet épisode illustre les dérives possibles dans la gestion de la ressource en eau face aux impératifs économiques du tourisme de montagne. [Pour en savoir plus](#)

Cette condamnation rappelle que la gestion de l'eau ne peut être sacrifiée aux profits des impératifs économiques.

## DES NOUVEAUX PROJETS PIONNIERS DE REUT

Le Cerema accompagne [21 nouveaux projets de réutilisation des eaux usées traitées](#) (REUT) portés par des collectivités littorales, dans le cadre du Plan Eau 2023. Ce programme vise à soutenir des solutions alternatives à l'usage d'eau potable, notamment pour l'irrigation, les espaces urbains et végétalisés. Les collectivités bénéficient d'un appui technique et financier pour évaluer la faisabilité des projets. Ce concours renforce l'ambition nationale de multiplier par dix la REUT d'ici 2030.

À Bardos, la [Brasserie du Pays Basque](#) devient la première entreprise agroalimentaire en France à réutiliser ses eaux usées traitées pour le nettoyage et le rinçage de ses équipements (cuves, fûts et bouteilles). Après 2 ans et demi de travaux et 2,5 millions d'euros investis (financés à 42 % par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne) et en collaboration avec les services de l'État (ARS, DREAL, DDPP), elle a modernisé sa station d'épuration en y intégrant un étage de REUT ainsi qu'un étage de méthanisation. Ce dispositif lui permet d'économiser près de 3,5 millions de litres d'eau potable par an, soit une réduction de 85 % de sa consommation. Produisant environ 4 millions de litres de bière par an, la brasserie s'engage ainsi à répondre aux tensions croissantes sur la ressource en eau et devient donc un pionnier dans la réutilisation de l'eau dans le secteur agroalimentaire.

En Occitanie, un projet pilote mené à Gruissan (Aude) expérimente la [réutilisation des eaux usées traitées pour irriguer la vigne](#) via un système de goutte-à-goutte. Portée par l'INRAE et des partenaires locaux, cette initiative vise à sécuriser la production viticole face aux sécheresses récurrentes. Alimentée par la station d'épuration de Narbonne-Plage, l'eau est traitée et contrôlée pour un usage agricole. Il ne s'agit, pour l'instant, que d'une expérimentation locale visant à tester la viabilité technique et économique de la REUT pour tenter de préserver l'activité viticole. En effet, de nombreux territoires du littoral méditerranéen, en proie à des sécheresses de plus en plus intenses, sont demandeurs de ce type de solutions.

À Saint-Cyprien, dans les Pyrénées-Orientales, [150 bornes d'incendies violettes](#) ont été installées pour distribuer de l'eau non potable issue de la réutilisation d'eaux traitées. Pionnière en hexagone, l'initiative vise à réserver l'eau potable aux usages essentiels tout en assurant la lutte contre les incendies, l'arrosage des espaces verts et le rinçage des engins de la collectivité. Grâce à ce dispositif, la communauté de communes Sud Roussillon estime économiser 442 500 m<sup>3</sup> d'eau potable par an.



### UNE METEO DE L'EAU POUR SUIVRE L'ETAT DE LA RESSOURCE

France Télévisions et le BRGM ont lancé, depuis le 20 juin 2025, une "Météo de l'eau" hebdomadaire dans le cadre du « Journal Météo Climat », diffusée à des jours non fixes sur France 2, France 3 et Franceinfo. Ce rendez-vous, conçu pour mieux comprendre les enjeux liés aux nappes phréatiques, à la qualité de l'eau, aux littoraux et à la montée des eaux, a été créé en réponse à l'urgence climatique et aux préoccupations croissantes exprimées par les téléspectateurs.

Concrètement, le bulletin s'appuie sur des données issues du BRGM, désormais publiées tous les quinze jours. Cette initiative est encourageante, car elle permet aux citoyens de suivre régulièrement l'état de la ressource en eau, de s'acculturer à ces enjeux, et donc in fine d'être collectivement plus informés et enclins à adopter des comportements plus responsables.



Retrouvez toutes nos actualités et publications sur notre [site internet](#)

Une question ? [Écrivez-nous !](#)